

SENATO DELLA REPUBBLICA
VIII LEGISLATURA

(N. 791)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 6 marzo 1980
(V. Stampato n. 614)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)

di concerto col Ministro del Bilancio e della Programmazione Economica
(ANDREATTA)

col Ministro del Tesoro
(PANDOLFI)

e col Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste
(MARCORA)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
l'8 marzo 1980*

Ratifica ed esecuzione dei Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare, costituenti l'Accordo internazionale sul grano del 1971, aperti alla firma a Washington il 26 aprile 1978

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare, costituenti l'Accordo internazionale sul grano del 1971, aperti alla firma a Washington il 26 aprile 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 9 e IX dei Protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana, con imputazione della relativa spesa alla gestione finanziaria di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 9 miliardi, si provvede con le disponibilità del capitolo n. 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1979 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi.

PROTOCOLES

de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire constituant l'Accord international sur le blé de 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles de 1978 portant quatrième prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971;

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975 et 1976;

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées à nouveau par Protocole en 1976, prend fin le 30 juin 1978;

A établi les textes des Protocoles de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant quatrième prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

PROTOCOLE**de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur
le commerce du blé de 1971**

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommés « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé à nouveau par Protocole en 1976, vient à expiration le 30 juin 1978;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1979 étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1979, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1978:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.*(Definition).*

Toute mention, dans le présent Protocole, du « Gouvernement » ou des « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.*(Dispositions financières).*

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.*(Signature).*

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 26 avril 1978 au 17 mai 1978 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par le Protocole de 1976, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 23 mars 1978, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.*(Ratification, acceptation, approbation ou conclusion).*

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou insti-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 23 juin 1978, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1. — Le présent protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 23 juin 1978, à l'adhésion du Gouvernement de tout membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 23 juin 1978, à l'adhésion du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2. — L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3. — Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(Application provisoire).

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1. — Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 23 juin 1978, dans les conditions suivantes:

a) le 24 juin 1978, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et,

b) le 1er juillet 1978, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention, pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 23 juin 1978 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

2. — Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 23 juin 1978, conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3. — Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10.

(Notification par le Gouvernement dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amerique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation,

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1978 portant quatrième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langue anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chaque partie signataire et adhérente ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

Pour l'Afrique du Sud

D. B. SOLE
2nd May 1978

Pour l'Algérie

Pour l'Arabie Saoudite

Pour l'Argentine

Jorge A. AJA ESPIL
May 17 1978

Pour l'Australie

Pour l'Autriche

K. H. SCHOBER
May 11, 1978

Pour la Barbade

Pour la Belgique

W. VAN CAUWENBERG
May 17, 1978

Pour la Bolivie

Pour le Brésil

Joao PINHEIRO
May 17th 1978

Pour la Bulgarie

Pour le Canada

P. M. TOWE
May 17, 1978

Pour la Chine

Pour la Colombie

Pour la Communauté économique européenne

Jean-Pierre LENG
le 17 Mai

Pour le Costa Rica

Pour Cuba

Pour le Danemark

Otto BORCH
May 17, 1978

Pour l'Egypte

Ashraf GHORBAL
16 May 1978

Pour l'Equateur

Gustavo YCAZA BORJA
May 16, 1978

Pour l'Espagne

Juan Jose ROVIRA
May 17, 1978

Pour l'Etat de la Cité du Vatican

† Jean JADOT
May 5, 1978

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Carol TUCKER FORMAN
May 17, 1978

Pour la Finlande

Jaakko ILONIEMI
May 12th 1978

Pour la France

F. LABOULAYE
May 17th 1978

Pour la Grèce

Menelas ALEXANDRAKIS
May 17th 1978

Pour le Guatemala

Pour l'Inde

N. A. PALKHIVALA
May 16, 1978

Pour l'Indonesia

Pour l'Irak

Mouhyi AL-KHATEEB
5 settembre 1978

Pour l'Iran

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour l'Irlande

J. MOLLOY

May 17, 1978

Pour l'Israël

Pour l'Italie

Paolo PANSA

17 May 1978

Pour le Japon

Fumihiko Togo

May 16, 1978

Pour le Kenya

Pour le Koweit

Pour le Liban

N. KABBANI

May 15, 1978

Pour la Libye

Pour le Luxembourg

A. MEISCH

May 17, 1978

Pour Malte

Pour le Maroc

Pour Maurice

P. G. GUY BALANCY

May 9, 1978

Pour le Mexique

Pour la Nigéria

Pour la Norvège

S. CH. SOMMRFELT

May 16th 1978

Pour le Pakistan

YAGUB KHAN

May 11th 1978

Pour le Panama

Pour le Pérou

CARLOS GARCIA-BEDOYA

May 17, 1978

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour le Portugal

JOÃO HALL THEMIDO
May 17, 1978

Pour la République Arabe Syrienne

Pour la République de Corée

Yong Shik KIM
5. 11. 1978

Pour la République Dominicain

Pour la République Fédérale d'Allemagne

B. VON STADEN
May 17th 1978

Pour le Royaume des Pays-Bas

E. TYDEMAN
May 17, 1978

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

J. A. ROBINSON
17 May 1978

Pour le Salvador

Pour Sri Lanka

Pour la Suède

W. WACHTMEISTER
May 17, 1978

Pour la Suisse

Raymond PROBST
May 15, 1978

Pour la Trinité et Tobago

Pour la Tunisie

Pour la Turquie

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

A. DOBRYNIN
15/V78 (May, 15, 1978)

Pour l'Uruguay

Pour le Venezuela

PROTOCOLE**de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention
relative à l'aide alimentaire de 1971**

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé à nouveau par Protocole en 1976, vient à expiration le 30 juin 1978;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1979, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1979, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inoperantes).

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1978.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

1. — Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produit dérivés, propres à la consommation humaine d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. — La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	<u>Tonnes métriques</u>
Argentine	23.000
Australie	225.000
Canada	495.000
Communauté économique européenne	1.287.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3. — Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV.

(*Comité de l'aide alimentaire*).

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V.

(*Signature*).

1. — Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 26 avril 1978 au 17 mai 1978 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ainsi que de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2. — Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature de toute partie à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 qui n'est pas énumérée au paragraphe 1 du présent article, pourvu que sa contribution soit au moins égale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967.

ARTICLE VI.

(*Ratification, acceptation, approbation ou conclusion*).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 23 juin 1978, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII.

(*Adhésion*).

1. — Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elles adhère également au Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas de toute partie visée au paragraphe 2 de l'article V, que sa contribution soit au moins égale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 23 juin 1978, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. — Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. — L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII.

(*Application provisoire*).

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX.

(*Entrée en vigueur*).

1. — Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion,

a) le 24 juin 1978 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, et

b) le 1er juillet 1978 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que toutes les autres parties nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 23 juin 1978 et que le Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

2. — Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 24 juin 1978, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole de 1978 portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1978 portant quatrième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langue anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour l'Argentine

Jorge A. AJA ESPIL
May 17, 1978

Pour l'Australie

Pour la Belgique

W. Van CAUWEMBERG
May 17, 1978

Pour le Canada

P. M. TOWE
May 17, 1978

Pour la Communauté économique européenne

Jean-Pierre LENG
le 17 May 1978

Pour le Danemark

Otto BORCH
May 17, 1978

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Carol TUCKER FORMAN
May 17, 1978

Pour la Finlande

Jaakko ILONIEMI
May 12th 1978

Pour la France

F. LABOULAYE
May 17th 1978

Pour l'Irlande

J. MOLLOY
May 17, 1978

Pour l'Italie

Paolo PANSA
May 17, 1978

Pour le Japon

(With a reservation to Article III)
Fumihiko Togo
May 16, 1978

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour le Luxembourg

A. MEISCH

May 17, 1978

Pour la Norvège

Pour la République Fédérale d'Allemagne

B. Von STADEN

May 17th 1978

Pour le Royaume des Pays-Bas

E. TYDEMAN

May 17, 1978

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

J. A. ROBINSON

May 17, 1978

Pour la Suède

W. WACHTMEISTER

May 17, 1978

Pour la Suisse

Raymond PROBST

May 15, 1978

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei Protocolli, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

PROTOCOLLI

del 1978 che prorogano per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare costituenti l'Accordo internazionale sul grano
del 1971

PREAMBOLO

La Conferenza incaricata di stabilire i testi dei Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta le Convenzioni che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971;

Considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato nel 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975 e 1976;

Considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, composto di due strumenti giuridici distinti, la Convenzione sul commercio del grano del 1971 da un lato e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 dall'altro, che sono state tutte e due nuovamente prorogate mediante Protocollo nel 1976, cessa di essere in vigore il 30 giugno 1978;

Ha stabilito i testi dei Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971 e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971.

PROTOCOLLO**del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul
commercio del grano del 1971**

I Governi parti del presente Protocollo,

Considerando che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, che è stato nuovamente prorogato mediante Protocollo nel 1976, cessa di essere in vigore il 30 giugno 1978,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore, tra le parti del presente Protocollo, sino al 30 giugno 1979 essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo internazionale in materia di grano entra in vigore prima del 30 giugno 1979, il detto Protocollo resterà in vigore fino all'entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1978:

- a) il paragrafo 4 dell'articolo 19;
- b) gli articoli da 22 a 26 incluso;
- c) il paragrafo 1 dell'articolo 27;
- d) gli articoli da 29 a 31 incluso.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, del « Governo » oppure dei « Governi », è ritenuta valida anche per la Comunità economica europea (denominata più avanti « la Comunità »). Ne consegue che qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo è, nel caso della Comunità, ritenuta valida anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria in nome della Comunità da parte della sua autorità competente nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo in conformità alle disposizioni della lettera b) del paragrafo 1 dell'articolo 7 del suddetto Protocollo viene fissata dal Consiglio in proporzione al numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo residuo dell'anno agricolo; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori sotto il titolo dell'anno agricolo in corso non vengono modificate.

ARTICOLO 5.

(Firma).

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 26 aprile 1978 al 17 maggio 1978 incluso, alla firma dei Governi dei paesi parti della Convenzione prorogata mediante il Protocollo del 1976 oppure provvisoriamente considerati come parti di quest'ultima, alla data del 23 marzo 1978, o membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, e sono elencati nell'allegato A o nell'allegato B della Convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuno dei Governi firmatari in conformità delle rispettive procedure costituzionali od isti-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tuzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America al più tardi il 23 giugno 1978, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo firmatario che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1) Il presente Protocollo rimarrà aperto:

a) fino al 23 giugno 1978, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro indicato a tale data negli allegati A o B della Convenzione, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo che non avrà depositato il proprio strumento alla data indicata;

b) dopo il 23 giugno 1978, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a quelle condizioni che il Consiglio riterrà appropriate, alla maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2) L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3) Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri indicati negli allegati A o B della Convenzione, ogni membro il cui Governo ha aderito alla Convenzione, nelle condizioni prescritte dal Consiglio o al presente Protocollo conformemente alla lettera b) del paragrafo 1 del presente articolo, sarà ritenuto elencato nell'allegato appropriato.

ARTICOLO 8.

(Applicazione provvisoria).

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Qualsiasi altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie alla firma del presente Protocollo o la cui domanda d'adesione sia stata approvata dal Consiglio, può anch'egli depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni Governo che depositi una dichiarazione del genere applica provvisoriamente il presente Protocollo e viene considerato provvisoriamente come se ne fosse parte.

ARTICOLO 9.

(Entrata in vigore).

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, in conformità degli articoli 6, 7 e 8 del presente Protocollo prima del 23 giugno 1978, alle seguenti condizioni:

a) il 24 giugno 1978, per tutte le disposizioni della Convenzione che non siano quelle previste dagli articoli da 3 a 9 compreso e 21;

b) il 1º luglio 1978, per gli articoli da 3 a 9 compreso e 21 della Convenzione,

a condizione che tali strumenti di ratifica di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, o tali dichiarazioni di applicazione provvisoria, siano stati depositati al 23 giugno 1978 al più tardi, in nome dei Governi che rappresentano i membri esportatori in possesso di almeno il 60 per cento dei voti enumerati all'allegato A e che rappresentano i membri importatori in possesso di almeno il 50 per cento dei voti enumerati all'allegato B, oppure che sarebbero in possesso delle suddette percentuali se fossero parti della Convenzione a tale data.

2. Il presente Protocollo entra in vigore, per ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo il 23 giugno 1978, in conformità delle disposizioni pertinenti del presente Protocollo, alla data del suddetto deposito, essendo inteso che nessuna delle parti del suddetto Protocollo entrerà in vigore per tale Governo prima di entrare in vigore per altri Governi, in virtù dei paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

3. Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(Notifica da parte del Governo depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

provvisoria del presente Protocollo, ed ogni adesione, nonché qualsiasi notifica e qualsiasi preavviso ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 27 della Convenzione ed ogni dichiarazione e notifica ricevute in conformità delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11.

(*Copia certificata conforme del Protocollo*).

Non appena possibile, dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario indirizzerà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento al presente Protocollo sarà parimenti comunicato al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(*Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo*).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta l'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi o dalle loro autorità rispettive, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnolo, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originari saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne trasmetterà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario od aderente, nonché al Segretario esecutivo del Consiglio.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO**del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione
relativa all'aiuto alimentare del 1971**

Le parti del presente Protocollo,

Considerando che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 (denominata più avanti «la Convenzione») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato con Protocollo nel 1976, scade il 30 giugno 1978,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti del suddetto Protocollo fino al 30 giugno 1979, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entrerà in vigore prima del 30 giugno 1979, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo II, del paragrafo 1 dell'articolo III e degli articoli da VI a XIV incluso della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1978.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

1. Le parti del presente Protocollo hanno convenuto di fornire, a titolo di aiuto alimentare ai paesi in via di sviluppo, grano, cereali secondari o i loro prodotti derivati, propri al consumo umano e di un tipo e di una qualità accettabili, oppure l'equivalente in contanti per gli importi annui minimi specificati al successivo paragrafo 2.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Il contributo annuo minimo di ciascuna delle parti del presente Protocollo è fissato come segue:

	Tonnellate metriche
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canada	495.000
Comunità economica europea	1.287.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera	32.000

3. Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, ogni parte che avrà firmato il suddetto Protocollo in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo V oppure che vi avrà aderito in conformità delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo VII sarà ritenuta elencata al paragrafo 2 dell'articolo III, con il contributo minimo che le sarà assegnato in conformità delle disposizioni pertinenti dell'articolo V o dell'articolo VII di questo Protocollo.

ARTICOLO IV.

(*Comitato per l'aiuto alimentare*).

Sarà istituito un Comitato per l'aiuto alimentare che sarà formato dalle parti indicate al paragrafo 2 dell'articolo III del presente Protocollo, nonché da quelle che diventeranno parti di tale Protocollo. Il Comitato designerà un presidente ed un vice presidente.

ARTICOLO V.

(*Firma*).

1. Il presente Protocollo verrà aperto, a Washington, dal 26 aprile 1978 al 17 maggio 1978 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, del Canada, degli Stati Uniti d'America, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera nonché della Comunità economica europea e dei suoi Stati membri, con la riserva che essi firmino tanto il presente Protocollo quanto il Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Il presente Protocollo sarà anche aperto, alle stesse condizioni, alla firma di ciascuna delle parti della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, non indicate al paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il suo contributo sia almeno uguale a quello che aveva sottoscritto nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1967.

ARTICOLO VI.

(*Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione*).

Il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuna delle parti firmatarie in conformità delle loro procedure costituzionali od istituzionali, con la riserva che ciascuna di esse ratifichi, accetti, approvi o concluda anche il Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione relativa al commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il 23 giugno 1978 al più tardi, essendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe del termine ad ogni firmatario che non avrà a tale data depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO VII.

(*Adesione*).

1. Il presente Protocollo è aperto all'adesione di tutte le parti contemplate all'articolo V del detto Protocollo, con la riserva che ciascuna di esse aderisca ugualmente al Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971 e con la riserva anche, nel caso di ciascuna parte contemplata al paragrafo 2 dell'articolo V, che il suo contributo sia almeno eguale a quello che aveva sottoscritto nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967. Gli strumenti di adesione previsti al presente paragrafo saranno depositati al più tardi il 23 giugno 1978, rimanendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe del termine a qualsiasi parte che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di adesione.

2. Il Comitato per l'aiuto alimentare può approvare l'adesione al presente Protocollo, in qualità di donatore, del Governo di qualsiasi membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, alle condizioni ritenute appropriate dal Comitato per l'aiuto alimentare, con la riserva che tale Governo aderisca nel medesimo tempo anche al Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, se non è già parte di tale Protocollo.

3. L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

ARTICOLO VIII.

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni parte contemplata all'articolo V del presente Protocollo può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971. Qualsiasi altra parte la cui domanda di adesione sia approvata, può depositare anch'essa presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, a meno che non sia già parte del suddetto Protocollo o che non abbia già depositato una dichiarazione di applicazione provvisoria del suddetto Protocollo. Ogni parte che depositi una tale dichiarazione applica provvisoriamente il presente Protocollo ed è considerata provvisoriamente come ne fosse parte.

ARTICOLO IX.

(*Entrata in vigore*).

1. Il presente Protocollo entra in vigore, per le parti che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione:

a) il 24 giugno 1978 per tutte le disposizioni diverse dell'articolo II della Convenzione e dell'articolo III del Protocollo;

b) il 1° luglio 1978 per l'articolo II della Convenzione e l'articolo III del Protocollo

con la riserva che tutte le altre parti indicate al paragrafo 1 dell'articolo V del presente Protocollo abbiano depositato tali strumenti oppure una dichiarazione di applicazione provvisoria entro il 23 giugno 1978 e che il Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione relativa al commercio del grano del 1971 sia entrato in vigore. Il presente Protocollo entra in vigore, per tutte le altre parti che depositino uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo l'entrata in vigore del Protocollo, alla data del suddetto deposito.

2. Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le parti che, al 24 giugno 1978, avranno depositato strumenti di ratifica, di ac-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

cettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazione di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra le parti che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazione di applicazione provvisoria, a condizione che il Protocollo del 1978 che proroga per la quarta volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno adottare qualsiasi altra misura che la situazione sembrerà loro esigere.

ARTICOLO X.

(*Notifica da parte del Governo depositario*).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti qualsiasi firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo e qualsiasi adesione al suddetto.

ARTICOLO XI.

(*Copia certificata conforme del Protocollo*).

Non appena possibile dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnolo, francese e russa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi emendamento del presente Protocollo sarà parimenti comunicato al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XII.

(*Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo*).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli del 1978 che prorogano per la quarta volta l'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi o dalle loro autorità rispettive, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno egualmente fede. I testi originali saranno depositati presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.

(*Seguono le firme*).